

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

23 février 2023

RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES LIÉES À LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES ET AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EXISTANTES - (N° 762)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° CE177

présenté par

Mme Laernoës, M. Fournier, Mme Batho, Mme Pochon, Mme Belluco, M. Thierry, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Chatelain, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Laferrière, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché et Mme Taillé-Polian

-----

**APRÈS L'ARTICLE 11, insérer la division et l'intitulé suivants:**

**TITRE IV****MESURES VISANT À GARANTIR LA SOUVERAINETÉ ET L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUES DE LA FRANCE**

Art. ...(*nouveau*). - L'article L. 542-2 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« IV. – Sont interdits l'exportation et le stockage à l'étranger de l'uranium de retraitement. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement du groupe Écologiste-NUPES prévoit une interdiction d'exportation et de stockage de l'uranium de retraitement à l'étranger. L'exposé des motifs du présent projet de loi insiste sur le besoin impératif et souverain d'indépendance énergétique de la France.

Cette ambition de l'indépendance énergétique affichée par le Gouvernement justifie une mise en cohérence avec l'arrêt des exportations d'uranium de retraitement à l'étranger. Il est rappelé que les conditions environnementales et de stockage à Tomsk, en Sibérie, n'ont jamais été rendues publiques et que les autorités françaises n'ont aucun moyen de s'assurer de ces conditions.

Le Gouvernement a par ailleurs demandé aux industriels du secteur nucléaire de mettre un terme à leurs exportations d'uranium de retraitement vers la Russie. Cela a notamment été confirmé par l'Association nationale des Comités et Commissions locales d'information (ANCCLI) lors d'une réunion du 18 novembre 2022 où l'entreprise EDF a fait état de cette demande.

En conséquence, il est nécessaire d'introduire des dispositions qui prennent acte de cet arrêt des exportations, ce que prévoit cet amendement.

Cet amendement a été travaillé avec Greenpeace.